

# Sommaire

<b>I. Les économies brésiliennes et françaises possèdent de nombreuses complémentarités quel que soit le secteur d'activité</b> .....	2
a) Le secteur primaire, de la production agricole à l'exploitation minière et d'hydrocarbures, témoigne des complémentarités entre le Brésil et la France .....	2
b) Les économies françaises et brésiliennes connaissent un secteur secondaire marqué par des stratégies de spécialisation complémentaires.....	3
c) Le secteur tertiaire occupe une place majeure dans les économies françaises et brésiliennes mais demeure inégalement développé.....	4
<b>II. La France et le Brésil affrontent une conjoncture économique maussade mais favorisent l'ouverture des frontières aux investisseurs étrangers pour relancer l'activité</b> .....	4
a) Les économies françaises et brésiliennes subissent un ralentissement de l'activité économique et une perte de parts de marché .....	5
b) La France et le Brésil sont deux pays frontaliers leader d'une intégration régionale et ouverts aux investisseurs étrangers .....	5
<b>III. Plusieurs moyens existent pour développer les échanges franco-brésiliens, de la création d'une zone de libre échange encadrée au renforcement des liens culturels</b> .....	7
a) Un accord de libre échange franco-brésilien d'abord limité aux productions complémentaires permettrait de développer les échanges tout en protégeant les entreprises les plus menacées par la concurrence étrangère .....	7
b) Mener des projets communs de développement dans les productions similaires favoriserait des transferts de technologie dans les secteurs qui doivent encore se développer pour pouvoir affronter la concurrence étrangère.....	8
c) Le renforcement des liens culturels est une condition nécessaire pour permettre le développement des échanges.....	9

## Introduction :

En 1941, dans son ouvrage Brésil, terre d'avenir, Stephan Zweig voyait le Brésil, 5<sup>ème</sup> au rang mondial des superficies, comme un pays « destiné à être un facteur des plus importants dans le développement ultérieur de notre monde ». Aujourd'hui, le Brésil est 9<sup>ème</sup> au rang mondial des économies. Il côtoie ainsi les principales puissances économiques mondiales comme la France, 6<sup>ème</sup> économie mondiale. Pourtant, les relations économiques entre le Brésil et la France restent à développer et à stabiliser. En effet, après un effondrement des échanges bilatéraux en 2014 de 12,1%, le commerce entre les deux nations est reparti à la hausse de 7% en 2015 sans parvenir à retrouver son niveau de 2014. Étant donné les nombreuses complémentarités des économies françaises et brésiliennes et la situation de crise que subissent les deux pays, comment renforcer les échanges économiques entre les deux nations ?

## **I. Les économies brésiliennes et françaises possèdent de nombreuses complémentarités quel que soit le secteur d'activité**

a) Le secteur primaire, de la production agricole à l'exploitation minière et d'hydrocarbures, témoigne des complémentarités entre le Brésil et la France.

Affectées par un climat radicalement différent, la France et le Brésil sont deux grandes puissances agricoles mondiales munies d'une diversité de cultures qui se complètent plus qu'elles ne se font concurrence. Tout d'abord, si les deux pays sont parmi les premiers exportateurs de sucre et de viande bovine, la France est le premier exportateur mondial de vin, elle se hisse parmi les premiers exportateurs de céréales (blé et maïs), de betterave et de pomme de terre. Autant de produits que le Brésil doit importer. Le Brésil, quant à lui, est le premier exportateur mondial de café, produit surtout dans l'État de Minas Gerais et d'oranges. Le pays exporte également du soja dont l'État du Mato Grosso est le premier producteur, du riz, cultivé surtout au Sud du pays, du bois d'Amazonie et des produits tropicaux comme le melon de la vallée d'Açu (Rio Grande Do Norte), la mangue de Petronilla (Pernambouc) et les vignes tropicales en provenance de la vallée du São Francisco. La concentration géographique de ces cultures est d'autant plus attractive pour les producteurs français que les fruits tropicaux, le café et le soja sont les produits agricoles les plus importés en France. Il y a donc un véritable enjeu à renforcer les échanges de produits agricoles entre les deux nations pour valoriser ces complémentarités et permettre aux producteurs agricoles de chaque pays d'accroître leurs parts de marché dans l'autre pays en y vendant des produits uniques. Par l'importance de ses ressources naturelles, le Brésil occupe une place majeure sur le marché des minerais et des hydrocarbures dont la France raffole. Tout d'abord, le Brésil domine le marché de l'extraction minière : le pays exploite le fer, le manganèse, le niobium rendant les alliages plus élastiques, la bauxite principale composante de l'aluminium et le tantale. Il s'agit d'autant de minerais recherchés par l'industrie aéronautique française. L'exploitation minière française pourrait ainsi compenser la fermeture de ses mines par l'ouverture de nouvelles exploitations au Brésil et sur son territoire grâce aux investissements brésiliens. Ensuite, le Brésil, 13<sup>ème</sup> producteur mondial de pétrole, pourrait bien devenir la 6<sup>ème</sup> réserve mondiale d'or noir après la découverte en 2008 d'un gisement sous-marin à 6000 mètres de profondeur. Si le pétrole est indispensable à la France, les technologies développées au Brésil devraient également susciter l'attention des investisseurs français car le leader brésilien, Petrobras, innove pour forer à plus de 2000 mètres de profondeur aujourd'hui contre 500 mètres en 1988.

b) Les économies françaises et brésiliennes connaissent un secteur secondaire marqué par des stratégies de spécialisation complémentaires.

Le Brésil s'est spécialisé dans la production de matières premières (minerais et pétrole) dont la France, spécialisée dans l'aéronautique, a besoin. Le Brésil domine non seulement le marché de l'extraction minière mais aussi celui de la production de métaux tels que le fer, l'aluminium et de nickel. Un rapprochement peut être envisagé entre Vale, 2<sup>ème</sup> producteur mondial de fer et de nickel, et les producteurs de nickel en Nouvelle Calédonie. La production minière du Brésil est au service du secteur automobile très développé et du secteur aéronautique dominé par Embraer, 3<sup>ème</sup> constructeur mondial d'avions. Mais ces métaux intéressent également l'industrie aéronautique française, reconnue mondialement, si bien qu'un partenariat avec les producteurs miniers du Brésil permettrait de créer une ligne de production aéronautique commune aux deux pays et de transférer au Brésil certaines technologies des entreprises françaises (Thales, Dassault aviation ou encore Ariespace).

Le Brésil et la France développent une industrie de l'énergie tournée vers les énergies vertes mais ne privilégient pas les mêmes technologies. Tandis que le nucléaire ne représente que 4,3% de la production totale d'électricité du Brésil, 86% de celle-ci provient de l'industrie hydroélectrique avec notamment l'usine d'Itaipu, deuxième plus gros barrage au monde après celui des Trois Gorges en Chine. À l'inverse, la production nucléaire française, au deuxième rang mondial, fournit 76,3% de l'électricité consommée en France alors que l'hydroélectricité n'en produit que 9,9%. Cette différence de spécialisation peut amener les pays à échanger leurs technologies uniques et à réfléchir ensemble au développement d'énergies moins polluantes que l'hydroélectricité et le nucléaire : les énergies éolienne et solaire qui sont encore peu développées dans ces pays. Enfin, ces deux nations ont une industrie pharmaceutique à la pointe de la technologie avec Sanofi-Aventis en France et EMS au Brésil. Ce sont deux entreprises très compétitives sur le marché pharmaceutique national et mondial. Après l'acquisition par Sanofi en 2009 du premier producteur brésilien de médicaments génériques, Medley, un rapprochement entre EMS et Sanofi-Aventis favoriserait le développement de projets communs, le partage de connaissances et in fine, la création d'emplois dans ce secteur. La France bénéficierait des avancées technologiques et scientifiques brésiliennes, notamment dans le clonage après la naissance du premier bovin clone de clone au monde en 2004 au Brésil. Ainsi, quelle que soit l'activité, tout rapprochement industriel bénéficiera au développement du Brésil et freinera la désindustrialisation dont est victime la France où l'industrie ne représente plus que 12% du PIB contre 16,6 en 2000.

c) Le secteur tertiaire occupe une place majeure dans les économies françaises et brésiliennes mais demeure inégalement développé.

Le secteur tertiaire occupe une place centrale dans les économies brésilienne (75% du PIB) et française (80% du PIB). Les télécommunications et le transport, de par la taille du Brésil, sont les services les plus développés. Cependant, alors que les entreprises françaises du secteur proposent un système de transport des plus performants au monde et assurent une couverture quasi-totale du territoire par le réseau 4G, le Brésil se heurte à un transport encore très coûteux pour acheminer les matières premières agricoles ou minières issues de l'intérieur du territoire vers les ports. Avec déjà 34 millions d'utilisateurs de la téléphonie mobile 3G et 80 millions d'internautes, le réseau mobile et internet brésilien ne couvre pas encore l'étendue du Brésil. Les opérateurs français tels qu'Orange, Bouygues ou SFR ont donc intérêt à investir dans ce vaste marché en pleine expansion pour que les opérateurs brésiliens Vivo, TIM Brazil, Oi et Claro puissent financer et accélérer leurs projets grâce à des transferts de technologie envisageables en matière de 4G et système GPS. Le Brésil et la France sont deux grandes puissances financières, atout non négligeable pour attirer les investisseurs. Les secteurs bancaires français et brésiliens sont organisés autour de grandes banques nationales solides : BNP PARIBAS, Société Générale, Axa entre autres en France et Itau Unibanco, Banco do Brasil et Bradesco au Brésil. Ajouté à cela, les bourses brésiliennes et françaises ont une influence régionale et mondiale majeure favorisant l'activité économique puisqu'elles remplissent pleinement leur rôle de financement des entreprises. Enfin, les deux pays détiennent un patrimoine diversifié et riche mais n'attirent pas autant les touristes. Avec la diversité de ses paysages, ses fêtes traditionnelles uniques et ses infrastructures mêlant les villes coloniales baroques du Minas Gerais (Ouro Preto, Congonhas, Diamantina, São João del Rei) et les villes modernes telles que Brasilia, le Brésil a énormément d'atout pour attirer les touristes étrangers. Cependant, alors que la France est la première destination touristique mondiale avec 83,4 millions de touristes en 2015, le Brésil, n'en attire que 6 millions. Ainsi, l'Institut de Tourisme Brésilien Embratur applique depuis 2005 le « Plano Aquarella » pour promouvoir le Brésil à l'étranger et attirer les touristes. Secteur d'avenir au Brésil, les entreprises françaises et brésiliennes du secteur touristique ont donc intérêt à coopérer pour renforcer les flux touristiques entre le Brésil et la France du fait de leur patrimoine respectif unique.

## **II. La France et le Brésil affrontent une conjoncture économique maussade mais favorisent l'ouverture des frontières aux investisseurs étrangers pour relancer l'activité**

- a) Les économies françaises et brésiliennes subissent un ralentissement de l'activité économique et une perte de parts de marché

Ces complémentarités sont d'autant plus stratégiques pour les deux pays qu'ils connaissent un ralentissement de l'activité économique. L'économie française peine à retrouver le chemin de la croissance avec une croissance de 0% et un chômage de 9,9% au deuxième trimestre 2016. La situation semble plus catastrophique au Brésil qui connaît une des pires récessions de son histoire avec une croissance négative de -3,7% en 2015 qui devrait se poursuivre en 2016. Conséquence directe de la récession, le chômage brésilien a explosé en un an de 7% à 10,9% en 2015. Cette période d'instabilité économique s'illustre avec l'évolution des unes du journal The Economist consacrées au Brésil représentant le Corcovado qui décolle en 2009, part en vrille en 2013 et tient finalement une pancarte « Help » en 2016. Le Brésil et la France auraient donc tout à gagner à renforcer leurs échanges pour relancer l'activité économique de leurs nombreuses cultures ou productions complémentaires et ce d'autant plus que le commerce extérieur pèse négativement sur leur croissance économique. Une partie des difficultés économiques rencontrées par les deux pays s'explique par une perte de parts de marché à l'étranger. Entre 2000 et 2015 les pertes de parts de marché en France se sont chiffrées à 4% du PIB d'après l'Insee. Aujourd'hui, le commerce extérieur continue de pénaliser la croissance et il est possible que le Brexit réduise la capacité des entreprises françaises à être compétitives sur le marché britannique avec le retour des taxes à l'importation. Concernant le Brésil, il est très encourageant de voir que la récession ne provient pas nécessairement d'un manque de productivité, de ressources ou de technologies comme nous pourrions le croire mais surtout d'un ralentissement de l'activité chinoise. La Chine est depuis longtemps le premier pays partenaire commercial du Brésil. Lorsqu'elle connaît un ralentissement, comme c'est le cas aujourd'hui, celui-ci se répercute sur le Brésil, et ce d'autant plus que le gouvernement chinois se tourne davantage vers une croissance portée par la consommation intérieure. Ainsi, la France perd des parts de marché chez ses principaux partenaires qui sont européens et le Brésil en perd essentiellement en Chine. Dès lors, si les complémentarités économiques sont favorables au renforcement des échanges entre les deux économies, ce contexte économique de crise et de perte de parts de marché est un argument supplémentaire. Cependant, il reste un dernier élément contextuel qui pourrait jouer en faveur du développement des échanges à analyser : la politique économique extérieure mise en place par la France et le Brésil.

- b) La France et le Brésil sont deux pays frontaliers leader d'une intégration régionale et ouverts aux investisseurs étrangers.

La France et le Brésil apparaissent comme les leaders des zones d'intégration économiques auxquelles ils appartiennent : l'UE pour la France, le Mercosur pour le Brésil.

Non seulement la France se positionne comme l'un des premiers exportateurs de l'UE mais elle dispose également d'une situation géographique stratégique au cœur de l'Europe et de la mégalopole européenne où se concentrent le trafic et l'activité économique de l'Union Européenne. Autrement dit, investir en France permet aux entreprises brésiliennes d'intégrer directement le cœur du vaste marché européen, l'UE européenne étant 3<sup>ème</sup> au rang mondial des populations avec 500 millions d'habitants. Le Brésil est un leader dans l'intégration de l'Amérique du Sud et fait partie pays fondateurs du Marché Commun du Sud de l'Amérique Mercosur après la signature du traité d'Asunción en 1991, tout comme la France l'avait été en Europe avec le traité de Rome créant la CEE en 1957. Et si le couple France-Allemagne apparaît comme le leader de la construction européenne, l'alliance Brésil-Argentine influence la construction du Mercosur. Il représente aujourd'hui 300 millions d'habitants, favorise la libre circulation des marchandises et des personnes avec l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine (IIRSA), l'Interconnexion Fluviale Américaine Paraguay-Amazone-Rio Negro-Orénoque et avec le projet d'une mégalopole sur 3000 kms de long de Vitoria au Brésil à La Plata en Argentine comprenant Rio de Janeiro, São Paulo, Curitiba, Porto Alegre, Montevideo et Buenos Aires. La France bénéficie déjà d'une proximité avec le Mercosur grâce à son département de la Guyane française située à la frontière Nord du Brésil. Mais investir au Brésil va lui permettre de bénéficier de l'ensemble de ses infrastructures naissantes et du vaste marché commun qu'elles structurent afin de renforcer vraiment son poids en Amérique du Sud. De plus, un rapprochement entre la France et le Brésil serait un signe très encourageant pour la signature de l'accord de libre échange Mercosur-UE en négociation aujourd'hui. Ainsi, développer les échanges franco-brésiliens c'est permettre au Brésil d'intégrer davantage le marché brésilien et assurer à la France une place plus importante dans le Mercosur. Si la France et le Brésil jouent un rôle majeur dans leur marché commun respectif, ils savent se rendre attractifs auprès des investisseurs étrangers. Les gouvernements se succèdent au Brésil mais l'objectif d'attirer les groupes étrangers demeure. En 2011, Dilma Rousseff lance un 2<sup>ème</sup> Plan d'Accélération de la Croissance (PAC) après celui de Lula pour continuer à investir dans l'amélioration des axes de transport afin de surmonter les obstacles géographiques et met en place des dispositions fiscales favorables aux investisseurs étrangers. Michel Temer a annoncé en 2016 comme objectif central du gouvernement brésilien la restauration de l'attractivité du pays auprès des entreprises étrangères. Concernant la France, parmi les dernières mesures favorables aux entreprises, le Pacte de Responsabilité et de Solidarité réduit le coût du travail grâce à une baisse des charges sur les entreprises françaises et tend à réduire l'impôt sur les sociétés de 33% aujourd'hui à 28% d'ici 2020.

Ainsi, les économies brésiliennes et françaises ont d'autant plus intérêt à développer leurs échanges qu'elles en ont profondément besoin et qu'elles adoptent un état d'esprit favorable à l'arrivée d'investisseurs étrangers en tentant de se démarquer d'autres pays voisins. En résumé, les économies brésiliennes et françaises sont complémentaires, partagent le besoin de récupérer des parts de marché à l'étranger et ouvrent les frontières tant nationales que régionales aux investisseurs étrangers. Comment alors renforcer les échanges franco-brésiliens ?

### **III. Plusieurs moyens existent pour développer les échanges franco-brésiliens, de la création d'une zone de libre échange encadrée au renforcement des liens culturels.**

- a) Un accord de libre échange franco-brésilien d'abord limité aux productions complémentaires permettrait de développer les échanges tout en protégeant les entreprises les plus menacées par la concurrence étrangère

L'idée d'un rapprochement entre les pays européens et les pays d'Amérique du Sud n'est pas nouvelle. En effet, l'Union Européenne et le Mercosur ont signé en 1995 l'accord cadre interrégional de coopération qui entra en vigueur en 1999. L'objectif était alors de renforcer le dialogue politique, la coopération et le commerce entre les deux régions.

Aujourd'hui, l'UE est le premier partenaire commercial du Mercosur représentant 19,8% des échanges du Mercosur avec l'étranger. Malgré cela, les négociations peinent à avancer. Les pays européens craignent la concurrence agricole des pays membres du Mercosur tandis que ces derniers ne se sentent pas prêts à affronter l'industrie européenne. Pour cette raison, la France et le Brésil ne semblent pas avoir grandement renforcé leurs échanges :

le Brésil est le 17<sup>ème</sup> client et le 35<sup>ème</sup> fournisseur de la France d'après la Direction Générale du Trésor. Tout d'abord, pour développer les échanges avec un accord de libre échange il est nécessaire de concentrer l'accord de libre échange sur les productions complémentaires qui ne génèrent pas de concurrence pour justifier un rapprochement crédible entre les deux nations. Par exemple, il faudrait inclure dans les clauses la libre circulation des produits agricoles tels que le soja, le café, les fruits exotiques en provenance du Brésil et le vin, le fromage, le lait en provenance de la France. Concernant l'industrie, le Brésil doit pouvoir exporter plus facilement ses métaux, son pétrole et la France ses produits aéronautiques et aérospatiaux et ses produits militaires pour la défense. Enfin, il est également important de libéraliser les échanges de services pour que la France appuie le développement des télécommunications au Brésil contre une aide du Brésil dans le domaine du clonage et pour que les deux pays renforcent les flux touristiques entre eux. Cependant, un tel renforcement des échanges doit permettre au Brésil de développer son industrie plutôt que son secteur

primaire afin que le Brésil puisse produire davantage de biens à plus haute valeur ajoutée. Tout rapprochement franco-brésilien doit donc s'accompagner d'un transfert de technologie pour empêcher les complémentarités de rester figées et pour éviter le piège de la spécialisation primaire. Les investissements d'entreprises françaises comme Alstom dans le développement d'infrastructures de transport permettraient au Brésil de relever le défi de la gestion de l'immensité du territoire. Plutôt que d'utiliser uniquement les minerais du Brésil, Alstom laisserait aussi la production des rails à la charge du pays et s'occuperait de la construction des trains pour créer des emplois en France comme au Brésil. L'économie française bénéficierait à long terme d'une baisse des coûts des produits grâce à une baisse du coût de transport. En effet, si le Mato Grosso produit à très bas coût son soja, les frais de transport en pénalise sa compétitivité alors que le soja est très demandé en France. Un tel compromis permettra de montrer qu'il est possible de développer les échanges entre un pays en développement et un pays développé sans que ce dernier exploite uniquement les ressources du premier et sans qu'il voie son chômage exploser dans les secteurs où il ne peut concurrencer les prix étrangers. En cela, la réussite de la mise en place d'une libre circulation des biens, des services et des capitaux dans les productions complémentaires suscitera plus d'adhésion au projet d'accord UE-Mercosur. Un tel compromis balaye d'un revers de main la crainte d'une concurrence acerbe dans la mesure où le libre échange ne concerne que des produits non concurrents.

- b) Mener des projets communs de développement dans les productions similaires favoriserait des transferts de technologie dans les secteurs qui doivent encore se développer pour pouvoir affronter la concurrence étrangère

Concernant les productions similaires aux deux pays et qui se concurrencent sur le marché international, un rapprochement est envisageable non sous la forme d'un accord de libre échange qui détruirait les emplois du pays moins compétitif mais plutôt sous la forme de partenariats. Face aux capacités technologiques des deux pays le renforcement des échanges entre la France et le Brésil doit aussi passer par un rapprochement des secteurs aéronautiques et automobiles même s'ils se concurrencent directement. La mise en place de projets communs entre des entreprises telles qu'Embraer et Dassault permettrait au Brésil de bénéficier de transferts de technologie dans ces domaines-là pour se développer et ensuite pouvoir faire face aux concurrents étrangers. Pour répondre aux enjeux du développement durable en augmentant le poids des énergies vertes ainsi qu'en réduisant en France la dépendance au nucléaire et au Brésil la dépendance à l'hydroélectricité, les deux pays ont des intérêts en commun à créer un Centre de Recherche en Énergie Verte franco-brésilien. Son siège, situé dans l'un des deux pays, coordonnerait deux activités de recherche : une solaire et l'autre éolienne. Les activités de recherche en énergie solaire se concentreraient alors au



Nord du Brésil à Fortaleza (Ceará) par exemple pour des soucis de décentralisation et de proximité avec la région du Sertao. Cette région est peu habitée et se caractérise par 3000h d'ensoleillement par an ce qui est une véritable opportunité pour les entreprises françaises spécialisées dans la production de panneaux photovoltaïques. En France, son antenne jumelle se situerait à Marseille pour son ensoleillement et la présence d'entreprises de production de panneaux photovoltaïques comme DualSun. Une telle stratégie lui permettrait d'accroître ses parts de marché à l'étranger tout en faisant bénéficier le Brésil d'un transfert de technologie. Cela aurait pour résultat une hausse de l'emploi dans la conception des panneaux en France, dans leur installation et maintenance au Brésil et une hausse de l'emploi dans la recherche. Cela attirerait les entreprises environnementales mais aussi pétrolières comme Total dont l'ambition affichée est de rester « à l'avant garde de la filière-solaire ». La deuxième activité de recherche, celle en énergie éolienne, pourra être développée selon le même principe avec une antenne à Fortaleza au Brésil et une à Paris où se situe le siège de France Énergie Éolienne représentant 90% du marché de l'éolien français. L'ouverture du marché éolien serait l'occasion pour des entrepreneurs brésiliens d'y investir en France, pays qui possède le 2<sup>ème</sup> gisement de vent d'Europe. Enfin, un centre de recherche pour la préservation de l'environnement franco-brésilien pourrait voir le jour en Amazonie, laboratoire du développement durable, et plus précisément à Manaus la capitale de l'État d'Amazonas.

c) Le renforcement des liens culturels est une condition nécessaire pour permettre le développement des échanges

« L'histoire du commerce est celle de la communication des peuples » affirmait Montesquieu. Malgré les nombreux atouts que possèdent les deux nations pour le développement de leurs échanges, un levier considérable du renforcement des liens économiques est le renforcement des liens culturels. Aujourd'hui, la France est le premier partenaire européen du Brésil en termes d'université, la 3<sup>ème</sup> destination mondiale des étudiants brésiliens et les liens se sont accrus ces dernières années avec l'engagement pris en 2011 par le gouvernement français d'accueillir 10 000 étudiants avant 2015 dans le cadre du programme de Dilma Rousseff « Science sans frontières ». Si les Alliances françaises du Brésil constituent le réseau le plus ancien et le plus dense avec 40 000 étudiants, influençant énormément l'apprentissage du français dans l'enseignement primaire et secondaire au Brésil, le portugais se développe plus lentement en France. Il serait par exemple envisageable de démocratiser l'enseignement du portugais dès le collège en l'intégrant dans le choix des langues vivantes. Les étudiants qui choisissent d'étudier le portugais pourraient ensuite bénéficier d'une formation suivie pour préparer le CELPE-BRAS, le certificat officiel attestant des compétences en langue portugaise et exigé pour réaliser des études ou des expériences professionnelles au Brésil. Il est également essentiel pour développer des relations

économiques au Brésil de comprendre les modes de vie, les coutumes et l'histoire du pays. Pour cela, il est nécessaire de multiplier les expositions et programmes sur le Brésil en France. Il serait possible d'envisager une exposition photo qui retrace l'histoire du Brésil à travers plusieurs photographes de différentes nationalités et de différents styles. Nous pouvons penser au photographe brésilien Marc Ferrez, qui a observé la formation du Brésil en tant que nation au 19<sup>ème</sup> siècle ou encore au français Marcel de Gautherot qui dévoile, à travers des photos carrées prises en noir et blanc, la richesse des paysages d'Amazonie et la diversité des cultures, traditions et infrastructures. Il rend aussi hommage à l'un des principaux architectes de Brasilia, Oscar Niemeyer, qui dessina une architecture nouvelle aux formes plus arrondies pour créer une rupture avec les villes inspirées des comptoirs coloniaux comme São Paulo et Rio de Janeiro. Concernant la télévision, il serait enrichissant d'intégrer les « telenovelas » brésiliennes aux programmes français car ces séries brésiliennes ont une place importante dans le mode de vie brésilien et présentent les villes et coutumes brésiliennes. Enfin, nous pourrions penser à la mise en place d'un programme mensuel « Brésil, terre d'avenir » en hommage à l'ouvrage de Stephan Zweig où le spectateur français découvrirait, la complexité et la diversité du Brésil s'émerveillant à la manière de Stephan Zweig lors de son voyage au Brésil 60 ans plus tôt : « Je découvris contre toute attente, l'ordre et la netteté architecturale d'un urbanisme tout à fait personnel, de la hardiesse et de la grandeur dans toutes les nouveautés, en même temps qu'une culture ancienne, préservée avec un bonheur tout spécial par la distance ».

### **Conclusion :**

Malgré l'appartenance à deux continents différents et une superficie radicalement opposée, les économies françaises et brésiliennes se complètent tant dans leurs structures que par leur besoin de compenser leur perte de parts de marché à l'étranger pour relancer l'activité. Si le ralentissement de l'activité économique accroît les tentations protectionnistes, l'Histoire rappelle avec la crise de 1929 l'importance de maintenir des relations économiques avec les pays étrangers et aujourd'hui ces complémentarités entre les économies françaises et brésiliennes sont autant d'atouts pour renforcer les échanges franco-brésiliens. Il est important de ne pas s'inquiéter des chiffres de la croissance à la baisse étant donné les ressources en nombre dont disposent les deux nations. Une zone de libre échange, le développement de projets industriels communs et le renforcement des liens culturels pourraient renforcer les échanges économiques et marquer la naissance d'un couple Franco-Brazilien qui se voudrait être tant le défenseur que le représentant d'un accord enfin abouti entre l'UE et le Mercosur.